

Fédération
de la Distribution
Automobile

10, rue Pergolèse
Tél. : 01 45 00 39 71 – Télécopie : 01 45 00 93 60
75116 – Paris
www.feda.fr - Courriel : infos@feda.fr



Secteur automobile / Consommation

Communiqué

Pièces détachées : la FEDA salue l'annonce du Premier ministre et appelle à une mise en œuvre rapide au bénéfice des consommateurs

Le Premier ministre a annoncé mardi 5 mars, dans une allocution prononcée à l'occasion des dix ans de l'Autorité de la concurrence, que le Gouvernement allait mettre fin au monopole des pièces détachées automobiles.

Edouard PHILIPPE a ainsi déclaré : « les pièces détachées [constituent] un budget important pour les ménages gros rouleurs, surtout lorsque leurs véhicules sont usés. Or le prix de ces pièces, et donc ceux de la réparation, sont plus élevés chez nous qu'ailleurs en Europe, probablement parce qu'en France, un constructeur bénéficie de l'exclusivité de la vente des pièces détachées visibles, et que la concurrence se trouve de ce fait probablement un peu trop faible. »

Le Premier ministre a ajouté : « **Nous prendrons des mesures qui permettront de réduire sensiblement le prix de ces pièces.** Nous le ferons progressivement et en lien avec les professionnels. D'abord sur les phares, les vitres et les rétroviseurs puis sur les pièces de carrosserie, nous encouragerons l'utilisation de pièces de seconde main. Je ne méconnais pas les aspects liés à la qualité, mais **je sais aussi que l'on peut rendre du pouvoir d'achat et un pouvoir d'achat considérable à nos concitoyens en agissant en la matière** ».

La Fédération de la distribution automobile (FEDA) salue cette intervention du Premier ministre. Pour la première fois, le Gouvernement reconnaît explicitement le monopole des pièces détachées comme un véritable problème, à la fois au titre de la concurrence et du pouvoir d'achat des consommateurs, qui est directement impacté, avec parfois des dérives inquiétantes sur la fixation des prix, comme l'a révélé par le scandale des *Car leaks* en 2018.

Pour la première fois, le Gouvernement rejette sans ambiguïté l'argument trompeur de la sécurité, régulièrement brandi pour défendre le maintien du monopole, alors que cet argument est démenti dans les faits, dans tous les marchés où les pièces détachées ont été libéralisées.

Depuis des années, la FEDA demande avec insistance de mettre fin à ce monopole anachronique qui est en passe de devenir une exception française, alors que la totalité des grands marchés européens de l'automobile y ont déjà renoncé.

L'organisation représentative de la distribution indépendante avait, de nouveau, demandé au Gouvernement d'agir rapidement après la révélation des *Car leaks* en juillet 2018, puis au début du Grand débat national, afin de soulager par une mesure concrète le budget mobilité des ménages.

Alain LANDEC, Président de la FEDA, se réjouit que le combat de la FEDA aboutisse avec succès aujourd'hui et appelle désormais le Gouvernement à traduire rapidement cette annonce en actes, par une ouverture réelle du marché à la concurrence, au profit des consommateurs mais aussi de l'emploi dans la filière aval de l'automobile.

La FEDA prendra évidemment toute sa part aux travaux préparatoires à cette ouverture du marché des pièces détachées, travaux qui se dérouleront « en lien avec professionnels » comme l'a précisé le Premier ministre.